

poles que cela implique et qu'on voit, et tous les effets pervers. Ni celui d'une devise qui, comme le dollar US, loin d'être dans les mains du bien commun du peuple américain, vise avant tout l'accumulation financière et matérielle.

Principes: Le dollar est un point sur lequel nous pourrions chercher à agir ensemble.

Une alternative au dollar comme monnaie commune mondiale, de fait, est nécessaire par une profonde réforme du FMI et par un développement des DTS (droits de tirage spéciaux). Les droits de tirage spéciaux sont un embryon de monnaie internationale, construit à partir d'un panier de monnaies et gérés par le FMI. Il peut les attribuer aux pays membres, par création monétaire. Il ne l'a fait que trois fois dans son histoire.

Nous proposons, pour aller vers une monnaie mondiale commune alternative au dollar, d'élargir le panier de définition des DTS et d'en émettre une quantité importante selon d'autres critères. Il s'agirait d'émettre des DTS (1) pour le co-développement des peuples (développement de la protection sociale, services publics) et (2) pour les banques centrales nationales si elles pratiquent un nouveau crédit bancaire sélectif dirigé vers l'investissement efficace des entreprises qui développent l'emploi et la production réelle

(valeur ajoutée). Cela suppose et va de pair avec un FMI profondément refondu, et progressivement mis sous l'égide de l'ONU.

La récente création de la nouvelle banque de développement des BRICS ou de la Banque du Sud, ou de la Banque des infrastructures, toutes trois impulsées par la Chine, pourrait être un pas en cette direction... Ou pas!

Cela dépend du contenu et de l'orientation c'est-à-dire des critères: critères de contenu *versus* critères de nationalité?

On pourrait donc travailler d'une part sur l'idée d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar, à partir des DTS. Dans l'immédiat en commençant par doter un Fonds mondial dédié aux biens communs et aux services publics (y compris la protection sociale). Ce Fonds mondial pourrait être doté d'une gouvernance démocratique. Il agirait avec des critères précis, pratiquerait un suivi et pourrait être placé sous l'égide de l'ONU (ou le suivi de ses actions). Faut-il y ajouter d'emblée l'emploi? Peut-être.

En tout cas remarquons que les ordres de grandeurs montrent que ce Fonds devrait avoir une dimension conséquente. Ainsi, le seul objectif climat nécessiterait d'après le GIEEC de dépenser 2,5 % du PIB pour limiter le réchauffement à 1,5°, soit autour 2 500 milliards

d'euros d'investissements supplémentaires par an, pendant 20 ans!

### Services publics et dépenses publiques

Les DTS émis et disponibles dans ce Fonds pourraient être dotés aux États à un taux d'intérêt proche de zéro, en échange de titres de dette publique qui ne circuleraient pas sur les marchés financiers, si ces titres correspondent à des dépenses publiques développant la protection sociale et les services publics, y compris ceux concernant l'écologie.

### Emploi et nouvelle production

Ce Fonds pourrait participer à refinancer les banques centrales des pays avec des taux très bas, proches de zéro, d'autant plus abaissés que celles-ci refinancent des crédits aux investissements matériels et de recherche qui développent l'emploi et les économies de rejets polluants, à commencer par les rejets de gaz à effet de serre. Les montants devraient être guidés par les besoins de développement, tout particulièrement le poids démographique des pays.

Nous pourrions travailler aussi sur le rôle des banques centrales nationales en visant des éléments communs, si possible. ■■■

## Conclusion

**F**ace au paroxysme de la crise du CME, certains pourraient imaginer qu'un CMIE serait possible? J'entends par là un capitalisme monopoliste « international » d'État. Ce serait une erreur. C'est au contraire une grave illusion qui sous-estime les profondes contradictions internes et les rivalités entre États, ainsi qu'entre les États et le grand capital lui-même. On pense au reproche de Lénine à Boukharine sur sa vision linéaire d'un monde dont Boukharine prétendait qu'il allait vers une seule et unique firme mondiale...

Cela sous-estime aussi le rôle unilatéral et impérial joué par le dollar. Bref, cela sous-estime l'ampleur systémique de la crise du CME.

Mais cela ne doit pas nous conduire à omettre le besoin de bataille sur les institutions mondiales, sa radicalité pour chercher le compromis du niveau le plus élevé, qui permette d'avancer et de sortir le monde du risque de barbarie et d'effondrement où il se trouve.

Des propositions à la fois radicales et immédiates nécessitent d'être soutenues et promues par des campagnes d'action, d'idées et de formation tenaces et créatives,

auprès des différentes catégories de travailleurs, des citoyens impliqués dans les mouvements sociaux écologiques, ou des différents mouvements pour les services publics, ainsi que dans la jeunesse, dans les milieux intellectuels, etc.

Le mouvement révolutionnaire et progressiste est parfois hésitant à utiliser et promouvoir des propositions dans une véritable lutte de masse.

L'agenda est pourtant celui d'un rapprochement des revendications et de leur convergence sur l'emploi, la protection sociale et les services

publics. Il est aussi celui de rapprochements avec les gens de gauche, les partis, les syndicalistes qui rejettent l'austérité.

Mais en parallèle – et partiellement en contradiction – nous avons besoin de faire grandir la nécessité de changements cohérents et réellement radicaux... et l'appropriation de leur contenu ! C'est-à-dire : ne pas se contenter de limiter la logique dominante, ou de revenir au dit « keynésianisme » d'autrefois.

Par exemple, si nous suivions Joseph Stiglitz, ou encore la MMT (*modern monetary theory*) de Stéphanie Kelton, économiste de Bernie Sanders, plaidant tous deux pour plus d'inflation et plus de création monétaire, sans autre précision concernant les changements sur l'utilisation des crédits et leurs critères, cela nous mènerait vers plus... mais pour le capital ! Une aggravation de la situation pour les peuples.

La tâche d'unité et de clarté n'est pas facile, mais c'est la seule voie, à condition de l'identifier et d'aider à en prendre conscience. « L'union est un combat » disait le dirigeant communiste français Étienne Fajon. Encore nous appartient-il, comme partis communistes, d'en clarifier le sens et les enjeux.

Nous devons systématiquement exiger d'autres contenus, tout particulièrement d'autres critères d'utilisation de l'argent, et revendiquer des pouvoirs démocratiques dessus. Pouvoirs et logique de l'argent sont deux questions inséparables.

Les marxistes se doivent de combiner lutte d'idées et luttes sociales, expérimentations pratiques pour une autre utilisation de l'argent, dans une conception de la révolution à la fois graduelle et radicale.

De nouvelles convergences peuvent être poussées au niveau international, aussi bien dans la dénonciation que dans les revendications (ou propositions).

Certains en ont appelé à une nouvelle internationale communiste. C'est stimulant. Mais je pense, comme je l'avais répondu à Pékin à Samir Amin (congrès mondial de marxisme de mai 2018), que cela sous-estime la diversité de nos approches théoriques, même entre marxistes, et nos différences, ainsi que le besoin d'une nouvelle conception de fond, y compris sur le mode de travail.

En revanche, la pratique est fondamentale, et une organisation internationale d'action et d'échanges théoriques (y compris politiques) en vue de quelques objectifs fondamentaux, mais relativement précis, serait absolument nécessaire, possible et pourrait permettre de dépasser la situation actuelle de fractionnement.

Un agenda décisif tant pour les travaux théoriques que pour les initiatives théoriques est celui des alliances face à la domination du capital financier dans le monde et des revendications communes à construire. Il pourrait s'agir d'affirmer le besoin commun de se libérer de la domination du capital financier pour donner une priorité à la réponse aux besoins sociaux humains.

Nous pourrions aussi alerter en commun sur les risques croissants d'une nouvelle crise financière et les risques que le capital financier fait courir à l'écologie. Il s'agit à gauche d'unifier et de dépasser, d'une part, les visions social-démocrates de conciliation avec le capital et de pure redistribution, au moment même où celles-ci tentent un renouvellement de façade, de droite avec la RSE sans autre obligation que volontaire, une écologie moralisatrice du consommateur et l'opération mondiale sur « la raison d'être de l'entreprise », ou de gauche en utilisant le vocabulaire de dénonciation du capital (de Stiglitz à Piketty), voire en s'intéressant aux entreprises, comme, d'autre part, les approches gauchisantes et nihilistes qui nient l'importance des institutions à créer et de la recherche de compromis viables et radicaux à la fois, qui nient aussi le besoin de critères rigoureux et la possibilité de démocratie. Les uns majorent la conservation, les intérêts établis et minorent l'adversité des logiques dominantes. Les autres majorent la destruction et minorent la communauté croissante d'intérêts du monde du travail, de la création et du développement réel, coopératif.

Cela pourrait être porté par une campagne commune et convergente pour une autre mondialisation, contre le coût du capital – face à la bataille menée contre le dit « coût du travail » – et contre la domination du capital dans le monde.

Cette autre mondialisation, c'est celle du co-développement des

peuples, qui vise la sécurisation de tous les moments de la vie de chacune et chacun, avec un autre type de démocratie et une autre utilisation de l'argent, vers un monde de développement des biens communs. ■■■



**La tâche d'unité et de clarté n'est pas facile, mais c'est la seule voie, à condition de l'identifier et d'aider à en prendre conscience. « L'union est un combat » disait le dirigeant communiste français Étienne Fajon. Encore nous appartient-il, comme partis communistes, d'en clarifier le sens et les enjeux.**

